



À l'orée de la trêve des confiseurs, le gouvernement Macron a publié le 1er décembre 2021 une ordonnance qui allait déstabiliser l'encadrement supérieur de l'État, en supprimant la plupart des corps de ces hauts fonctionnaires, pour les amalgamer dans un corps unique, celui des administrateurs de l'État.

Présentée comme une haute fonction publique plus ouverte qui permette de faire respirer les carrières, cette réforme a surtout plongé le Quai d'Orsay (affaires étrangères) en pleine crise existentielle, mis en grève la plupart des élèves de l'ENA/INSP de la promotion « cobaye » et suscité les inquiétudes des très policés administrateurs des Finances publiques (héritiers du corps des Trésoriers payeurs généraux).

Par-delà nos frontières, l'annonce de la suppression de l'ENA continue de susciter des interrogations et des malentendus chez nos partenaires internationaux, de l'aveu même de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique !

Une fois de plus, la méthode Macron, alliant démagogie et brutalité, fragilise le service public en s'attaquant à son sommet, après avoir patiemment détricoté le statut des fonctionnaires lors de son premier mandat.

Ainsi, à l'exception notoire de la Cour des comptes et du Conseil d'État, abrités derrière leur autonomie, les corps de la haute fonction publique vont disparaître au profit d'un corps unique. Les premiers éléments connus de leur futur statut ont effectivement de quoi irriter les hauts fonctionnaires : période d'emploi limitée dans leurs fonctions, promotions conditionnées à une mobilité géographique ou fonctionnelle, ... Entretenant le suspense jusqu'au bout, les éléments de

rémunération de ce nouveau corps ne devaient être communiqués qu'en octobre par le gouvernement, ce dernier jaugeant probablement l'état de la colère avant de décider jusqu'où desserrer les cordons de la bourse...

Concrètement, les hauts fonctionnaires seront désormais interchangeables, passant d'un poste d'ambassadeur à préfet, puis directeur départemental des Finances publiques... C'est ainsi nier la dimension technique, certes parfois secondaire à la dimension managériale, de l'encadrement supérieur de l'État. Bien évidemment, l'objectif réel est de détruire l'esprit de corps, particulièrement important dans certaines sphères, afin de continuer à réformer/détruire la fonction publique, insupportable obstacle au libéralisme débridé de ce gouvernement des riches.

Cerise sur le gâteau, ces postes seront également ouverts à des non-fonctionnaires, dont la docilité et le zèle réformiste ne font aucun doute.

Loin de rester cantonnée aux hautes sphères, cette réforme aura des conséquences dévastatrices sur l'ensemble des agents publics de la Fonction Publique d'État mais également sur tous les usagers du service public qui, année après année et sous le coup de réformes à but uniquement budgétaire, ne peuvent qu'en constater la fragilisation continue.

../.. suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger encadrement.pdf](#) (1.51 Mo)

Public: [Elections 2022](#)

[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
